

Pourquoi la CGT Educ'action refuse cette réforme du collège

Le gouvernement prétend que sa réforme est au service des élèves et notamment les plus en difficulté. Comme l'a démontré la grève du 19 mai, les enseignant-e-s ne sont pas de cet avis.

La réforme poursuit une vision de plus en plus inégalitaire de l'Ecole. Alors que le collège unique a toujours manqué des moyens nécessaires pour que toutes et tous y réussissent, le gouvernement opte pour une réforme sans moyens au service de l'idéologie libérale. La logique reste plus que jamais celle du socle et des compétences, au service du patronat, et d'une Ecole à deux vitesses.

⇒ **Un collège du tri social**

Cette réforme s'inscrit dans la logique du socle. Contrairement à ce qu'en dit le gouvernement, le socle n'est pas la garantie d'un enseignement commun de haut niveau. C'est au contraire un minimum en termes de connaissances. **Il y aura les élèves qui maîtrisent plus que le socle à l'issue du collège et poursuivront au lycée général et les autres, bien souvent issus des classes populaires**

⇒ **Une Inégalité territoriale**

L'enseignement est découpé en cycles, comme celui de la 5^e à la 3^e. Chaque collège pourra répartir les horaires disciplinaires du cycle ainsi qu'une partie des programmes de façon différente. **Que se passera-t-il pour les élèves en cas de changement d'établissement ?**

De même, les heures permettant le travail en effectifs réduits, si importantes en sciences, technologie et langues vivantes, ne sont plus garanties nationalement. Une enveloppe d'heures est donnée aux établissements qui doivent décider de son utilisation. **C'est une attaque contre le caractère national de l'Ecole.**

Le latin et le grec sont maintenus mais, pour les mettre en place, dans les établissements, il faudra prendre sur l'enveloppe de « dédoublements », au détriment des autres disciplines. Les élèves les plus en difficulté auront donc peu de chance d'accéder à cet enseignement.

⇒ **Des « Innovations » pédagogiques sans moyens de mise en œuvre**

La mise en place de travaux pratiques interdisciplinaires (EPI) pourrait être une bonne chose pour les élèves, à condition de se donner les moyens de les faire fonctionner.

Or, pour travailler à un bon projet interdisciplinaire, il faut du

temps de concertation pour les équipes. Il est aussi nécessaire de se former et d'avoir des moyens horaires permettant l'intervention à plusieurs enseignants devant des groupes d'élèves à effectifs réduits. Rien n'est prévu pour cela dans la réforme, seulement la co-intervention des enseignants... en prenant sur heures de « dédoublements » disciplinaires.

L'accompagnement personnalisé (AP) n'a de personnalisé que le nom. Il devra être mis en place en classe entière, à moins, là encore, de prendre sur les heures de dédoublement au détriment des dédoublements disciplinaires.

Cet accompagnement n'aidera donc en rien les élèves en difficulté. Enfin, ces deux dispositifs sont pris sur les disciplines, sans réels moyens, sans partir des projets des personnels, ils risquent donc d'aggraver les conditions d'études des élèves et de travail des enseignants, au contraire du but affiché.

⇒ **Des classes toujours surchargées**

Ces dernières années, beaucoup de collèges ont vu leurs effectifs par classe augmenter.

Pourtant, les seuls emplois supplémentaires prévus avec la réforme ne serviront qu'à l'augmentation de l'enveloppe horaire de dédoublements. Celle-ci sera pourtant insuffisante pour travailler avec des effectifs réduits, à la fois en langues, en sciences, en EPI et en AP.

Ce que les personnels et les élèves attendent, ce qui déterminerait la réussite d'une réforme, c'est la diminution du nombre d'élèves par classe.

Le gouvernement s'y refuse, dans la logique d'austérité budgétaire, en faisant croire que l'on peut faire réussir tous les élèves avec des classes à près de 30 en collège. C'est faux, toutes les études disent le contraire.

Où est donc la priorité donnée à l'Ecole mise en avant par le gouvernement ?

Cette réforme n'est pas celle qui permettrait de rendre le collège enfin démocratique pour tous les élèves. Pourtant, il faut mettre fin à l'élitisme et changer le collège tout en lui donnant les moyens dont il a besoin. C'est pour cela, qu'avec les personnels de collège, la CGT Educ'action demande l'abrogation de cette réforme et l'ouverture d'une négociation pour une autre réforme associant les personnels, les élèves et les parents. C'est pour cela qu'elle appelle à poursuivre la mobilisation.

Pour un collège unique réellement démocratique

■ Le collège ne doit pas organiser le tri social mais entrer dans une nouvelle phase de démocratisation après celle de la massification. Il doit désormais permettre à tous les jeunes de réussir en passant sans encombre ce moment spécifique de leur construction.

L'orientation par défaut, au détriment des élèves les plus fragilisés scolairement et socialement, doit cesser. Il faut en faire un processus maîtrisé ouvert sur les trois voies du lycée traitées à égale dignité.

Ainsi, l'abandon du socle pour une politique ambitieuse, en termes de moyens et de pédagogies, doit permettre la construction collective d'une culture commune et de rompre avec la vision élitiste de l'École.

Le collège doit être le pivot d'une École émancipatrice, obligatoire de 3 à 18 ans.

**Travailler autrement, oui...
mais pas n'importe comment !**

Pour la CGT Educ'action, l'acquisition des savoirs et savoir-faire n'a rien d'une logique utilitariste fondée sur l'empilement et la reproduction des connaissances disciplinaires, dont les élèves voient rarement le sens et le lien. Une approche interdisciplinaire peut donner du sens aux savoirs et montrer leur transversalité. Associée à une démarche de projet qui favorise la prise d'autonomie de chacun, la coopération et l'émulation au sein du groupe peut s'avérer bénéfique, au lieu de l'isolement et de la compétition que la société actuelle impose.

Mais cette pédagogie demande des conditions de mise en œuvre indispensables à son efficacité, sous peine de résultats calamiteux :

- Une mise en cohérence des pratiques, et donc du temps pour échanger et construire collectivement des démarches intéressantes. C'est pourquoi la CGT Educ'action revendique du temps de concertation (par classe, par niveau, par discipline, par projet...) inclus dans un temps de service des enseignants

- De la formation initiale et continue pour ces derniers qui ne se limite pas à de vagues cours à distance et donne du temps aux personnels (10 %) pour intégrer les avancées de la recherche pédagogique.
- Une insertion en propre dans les dotations horaires plutôt qu'une variable d'ajustement du service des enseignants ou une "garderie" en classe entière.

Pour des moyens qui assurent un fonctionnement correct du collège !

■ Imposons des choix politiques favorisant ce bien public qu'est l'École et non des cadeaux faits à la finance et au patronat. Les moyens dégagés devront surtout permettre de baisser le nombre d'élèves par classe, auquel la réussite des élèves est fortement liée, de maîtriser vraiment l'hétérogénéité en renforçant la remédiation.

La CGT Educ'action revendique :

- Un nombre maximal de 20 élèves par classe et 15 en Education prioritaire.
- Des personnels en nombre suffisant pour couvrir l'ensemble des besoins (Aed, CPE, COP, personnels administratifs, de laboratoire, de santé et sociaux).
- Des moyens pour travailler en groupes à effectifs réduits, avec un cadrage national.

Pour une véritable prise en charge des élèves en difficulté

Cela commence par arrêter de placer les élèves fragiles en situation de rabâchage, sans les culpabiliser ni les marginaliser et finalement les enfermer dans l'échec.

La lutte contre l'échec scolaire et ses multiples causes ne peut relever de la seule responsabilité des enseignants, des élèves et de leurs familles. La constitution et la reconnaissance d'une équipe éducative au sens large est fondamentale. Les élèves doivent ainsi pouvoir bénéficier du soutien des personnels d'éducation, d'orientation, de santé, des assistants sociaux...

Pour la CGT Educ'action

- Afin de remédier à la difficulté et à l'échec scolaires, la journée des élèves doit s'arrêter à la sortie du collège. Cela implique la suppression des devoirs à la maison qui sont des facteurs aggravants d'inégalité scolaire, liée aux inégalités socio-culturelles. Cela nécessite : une heure par jour de soutien/aide/approfondissement pour tous les élèves avec des effectifs réduits (avec co-intervention des enseignant-e-s sur leur temps de service), et une modification des programmes (ce qui passe par la fin de leur encyclopédisme), de manière à ce que les connaissances et les savoirs puissent être construits et acquis lors des cours.
- La prise en charge des élèves en difficulté doit se faire via des dispositifs souples mais soutenus, complément de la classe hétérogène, permettant une aide en petits effectifs (comme les RASED à l'école primaire).